

– FUSL –

Facultés universitaires Saint-Louis

**Séance solennelle de rentrée académique
sous la Présidence du Pr Jean-Paul Lambert, Recteur**

Bruxelles, 28 septembre 2010

“L’Europe dans le creuset de la crise”

Par Pierre Defraigne

Directeur Exécutif de la Fondation Madariaga – Collège d'Europe,

Directeur Général Honoraire à la Commission européenne

La condition humaine est de vivre dans l'incertitude et de réagir aux événements, parfois de les anticiper et de les inspirer, mais plus rarement.

Aujourd'hui l'incertitude est extrême parce que nos sociétés sont confrontées à des changements vastes, rapides et profonds tels que nous ne parvenons pas à les déchiffrer. Du fait de l'immersion continue dans l'évènement par des technologies d'information intrusives, nous perdons des repères pour affronter la complexité du monde tandis que la formidable déconstruction de 1968 nous a laissé désarmés pour résister aux dérives du consumérisme, de l'individualisme et de l'idéal d'enrichissement comme seul étalon du succès, qui nous ramènent irrésistiblement à la guerre hobbesienne de tous contre tous, c'est-à-dire aux portes mêmes même de la barbarie.

La politique, cette tentative collective de peser sur le marché et sur la société elle-même dont elle émane, se fait désormais à vue et sans racines philosophiques ou spirituelles profondes. Elle se réfugie dans la gestion et dans la communication. Pourtant des échéances inhabituelles sont là, pressantes et urgentes qui se multiplient comme dans un redoutable effet domino : la crise financière, celle du marché qui est par un tour de passe-passe devenue celle des finances publiques, le chômage de plus en plus mal contenu par des palliatifs coûteux, la précarité qui remonte insidieusement dans la classe moyenne et qui obscurcit l'avenir des jeunes et avive leur inquiétude, la pauvreté, grossie de l'immigration clandestine, et qui devient misère. Devant ces échéances, il faut agir, prendre parfois dans la précipitation des décisions de grande portée qui vont imprimer une direction à nos sociétés, mais ces décisions procèdent de plus en plus de l'expédient de court terme plutôt que d'une vision organisée sur le long terme.

Tantôt elles renvoient à la fuite en avant – ainsi du stimulus budgétaire de la part de pays déjà fortement endettés – tantôt elles ouvrent de véritables percées – le fonds de sauvetage de l'eurozone – tantôt elles sont tentatives de diversion devant les vrais défis du temps, ainsi du plan B en Belgique, B comme...je préfère dire comme De Gaulle la chienlit. Mais voilà que je diverge !

Revenons à notre exercice de ce soir qui se voudra d'abord essai de décryptage de ce qui se passe au niveau de l'UE, et conclusions volontaristes mais hasardeuses.

Nous sommes aujourd'hui en Europe au croisement de deux crises, à leur point de collision devrais-je dire.

La première est celle du capitalisme occidental qui passe la main à l'Asie où se développe une autre forme d'acculturation du capitalisme de marché, bien différente mais désormais plus performante –du moins en termes de croissance- et concurrente de la nôtre. La seconde est celle de l'UE écartelée entre des élargissements qui l'ont prise de court, et le besoin d'une intégration plus profonde de l'Eurozone qui est en ce moment même assumée avec des réticences contradictoires de la part des opinions et des gouvernements.

Une Europe fédérée constitue pourtant la seule réponse positive au basculement du monde vers l'Est et à l'avènement d'un univers économique et stratégique multipolaire.

Voyons ces deux crises successivement et procédons de façon aussi méthodique et didactique que possible. Tel est le prix à payer pour y voir clair et, si possible, juste, ce qui est, dans une circonstance académique comme ce soir, plus important encore.

I. Commençons par la crise systémique du capitalisme de marché occidental.

Il nous faut d'abord bien saisir à la fois la logique profonde du système et sa dynamique récente qui nous a amenés jusqu'ici, car c'est l'une et l'autre qui justifient le qualificatif de systémique que j'appose aux termes 'crise du capitalisme'. Je ferai l'économie de l'historique des relations anciennes et tumultueuses entre l'Europe et le capitalisme qui a été le facteur le plus puissant dans son émergence comme continent le plus avancé du monde à partir du XIXe siècle, mais aussi la cause profonde de deux guerres mondiales.

J'analyserai plutôt la crise actuelle du capitalisme de marché. Je le ferai en quatre temps :

- a) la nature du système
- b) le besoin de régulation
- c) la globalisation que je qualifierai au départ de tentative d'émancipation des régulations nationales, mais qui se révèle aussi une avancée majeure vers l'unité du monde
- d) enfin, je donnerai ma lecture de la crise du 15/09/2008 qui marque le basculement du monde vers l'Est et qui, pour cela, l'emportera dans la mémoire historique sur l'épisode bien plus dramatique du 11/9/2001 qui avait

vu s'esquisser une tentative d'unipolarisation du monde par les Etats-Unis. C'est que la crise financière change l'équilibre du monde.

a) La logique du capitalisme de marché

Pourquoi capitalisme plutôt qu'économie de marché ? Mais parce que, comme Braudel, je pense que les deux régimes interagissent dans notre système économique, mais que le premier est dominant. C'est le capitalisme, celui de la très grande entreprise, qui, avec la concurrence imparfaite, l'asymétrie d'information et sa capacité de peser sur la politique, est le moteur et l'agent structurant de nos économies contemporaines tandis que l'économie de marché, plus walrasienne que schumpetérienne, celle des PME, des artisans et des professions libérales, fait office de sous-traitant ou se développe à la marge du capitalisme.

Le principe dynamique du capitalisme est l'accumulation et la concentration de la richesse par une minorité – plus près de 0,1 que de 1% dans nos pays et sûrement aux Etats-Unis. Le désir d'enrichissement, moteur de l'accumulation, répond aux trois motifs recensés par Heilbronner: la recherche de la considération d'autrui chez Adam Smith ; le pouvoir – Money is power – de Hobbes, et enfin la vulnérabilité du capital qui pousse à faire grandir son patrimoine pour ne pas le perdre.

C'est aussi le principe de l'accumulation qui force les grandes firmes capitalistes à aller chercher aux confins du monde la main d'œuvre bon marché, les ressources naturelles et les marchés captifs qui accroissent leur profitabilité, et à faire le détour des paradis fiscaux pour échapper au prélèvement dû aux Etats. Le capitalisme est en effet, par essence, international et il vise à la globalisation.

Le capitalisme de marché a trois propriétés qui appellent chacune l'intervention du politique : il est efficient parce qu'il nourrit l'innovation, moteur de la productivité et de la croissance ; il est instable parce qu'il est sujet à des crises et il est inéquitable parce qu'il aggrave les inégalités dans les dotations de départ entre les personnes.

b) Le besoin de régulation

Dans sa quête absolue du profit maximum le capitalisme a la capacité de broyer et d'avilir une société. Mais la société démocratique peut, à travers la politique, lui assigner un cadre de régulation:

- qui renforce son efficacité par des institutions investies du monopole de la violence légale, notamment le droit de propriété, et par la production de biens publics complémentaires à ceux fournis par le marché ;
- qui stabilise le cycle économique entre inflation et chômage
- qui corrige par l'impôt progressif, la sécurité sociale, l'éducation, la santé et le logement, les inégalités de départ, ou protège des coups du sort.

Mais ce cadre de régulation fourni par la politique est en permanence contourné ou dépassé par le capitalisme dans ses tentatives de s'émanciper de la sphère nationale. La globalisation fournit cette possibilité au capitalisme. Mais l'UE, si elle le veut, peut le maîtriser, à la fois à l'intérieur de l'Europe et au niveau international.

c) la globalisation

La globalisation vous le savez est le produit de trois forces qui ont convergé dans une accélération sans précédent au cours de la décennie '80 : d'abord la révolution technologique dans les domaines de l'information et des transports, qui raccourcit les distances et permet d'opérer en temps réel à l'échelle du globe ; ensuite un choix politique, la libéralisation et l'ouverture des marchés, progressive pour le commerce dès l'après-guerre, mais brutale pour la finance à partir des années '80; enfin l'emprise soudaine, y compris sur une frange très large de la gauche social-démocrate, de l'idéologie néolibérale anglo-saxonne qui est au libéralisme ce que le fondamentalisme est à l'Islam et l'intégrisme au catholicisme.

Les acteurs de la globalisation sont d'un côté les firmes globales avec leurs chaînes de valeur ajoutée dévidées dans tous les continents mais solidement arrimés dans l'Asie de l'Est dont elles contribuent de manière décisive à l'émergence, et de l'autre les marchés financiers qui fonctionnent « round the world, round the clock » et dont le prélèvement au bénéfice des actionnaires et pour la rémunération de l'industrie financière, atteint aujourd'hui des proportions absurdes, incompatibles avec un ordre social juste et stable.

Pour paraphraser Georges Marchais, je dirais pourtant que jusqu'ici le bilan de la globalisation par le capitalisme de marché, libéré des entraves des tutelles nationales, est globalement

positif. A son actif, la globalisation a soutenu la croissance mondiale pendant trois décennies ; elle a débouché sur une convergence Nord-Sud que ni l'aide au développement ni les préférences commerciales n'avaient permis d'amorcer ; elle a enfin contribué à unifier le monde à un moment où il est confronté à des défis planétaires.

Mais les dégâts collatéraux sont considérables : la pression sur les ressources et le climat réveille le cauchemar malthusien ; les écarts entre pays émergents et pays laissés à la traîne nourrissent l'instabilité ; les guerres locales précisément, dites de basse intensité mais tellement cruelles rampent d'un continent à l'autre ; les inégalités croissantes au sein de toutes les sociétés, en Chine, au Brésil, en Amérique et de plus en plus en Europe sapent la cohésion sociale. L'hypertrophie d'une industrie financière plus déstabilisatrice et inégalitaire qu'innovante clôt le passif de la globalisation.

La crise systémique du capitalisme de marché occidental est le produit des dysfonctions – des contradictions diraient les marxistes – inhérentes au système. Mais surtout, la crise occidentale esquisse en miroir la montée de l'Asie. Ces dysfonctions ont ouvert en effet une fenêtre d'opportunité aux économies asiatiques, particulièrement la Chine, qui en ont tiré parti pour leur propre rattrapage. Le basculement vers l'Asie est lourd de trois conséquences pour l'Europe : l'aggravation du changement de climat ; la fin de la rente postcoloniale qui signifie la perte du contrôle des prix du travail, de l'énergie, des minerais et de la nourriture qui passe dans les mains des économies émergentes, désormais principaux opérateurs sur ces marchés ; le déplacement d'une gouvernance occidentale figurée par Bretton Woods II et le Consensus de Washington, délégitimée par l'effondrement de Wall Street, vers une globalisation multipolaire à laquelle il reste désormais à donner un cadre multilatéral fondé sur la règle de droit, seule alternative aux rapports de force, tâche historique dans laquelle l'Europe a un rôle important à jouer.

d) La crise financière

La crise financière éclate aux USA le 15/09/2008 avec la faillite de Lehman Brothers. Elle s'inscrit dans une longue succession de crises financières qui ont marqué l'Amérique latine, la Russie et l'Asie depuis trente ans, crises régionales, brutales et coûteuses mais vite jugulées par le Trésor américain et le FMI.

Mais la crise américaine est différente, elle est d'une ampleur cataclysmique, elle intervient au cœur de Wall Street, elle affecte l'économie mondiale, elle a des conséquences irréparables.

Elle a une triple origine : économique – les inégalités –, monétaire – le laxisme de la FED – et financière – l’innovation incontrôlable.

- i. la crise est d’abord dès les années ‘80, le produit de la montée des inégalités aux USA qui sous l’effet de l’outsourcing et l’offshoring vont en trente ans retourner au niveau d’écart des revenus et des patrimoines des années ‘20. Depuis 20 ans, selon les calculs de Krugman et de Piketty, le 1% le plus riche accapare la moitié de la croissance américaine laissant les salaires des « blue collars workers » inchangés. Les avancées New Deal sont balayées en trente ans. Tel était d’ailleurs le but avoué des néo-conservateurs. Du coup, les ménages vont recourir à l’endettement pour maintenir leur consommation, soit en exploitant le crédit plastique ou les marges de crédits additionnels créées par l’appréciation des bien immobiliers – cas des classes moyennes – soit, pour les ménages pauvres, en contractant des prêts hypothécaires pour acheter des maisons, sans garanties et sans revenus, en jouant sur les plus-values générées par une gigantesque fraude de Ponzi.
- ii. elle est ensuite le produit de la politique monétaire américaine qui, abusant du privilège du dollar – celui de s’endetter au-dehors dans sa propre monnaie – va générer des liquidités en masse et bon marché dont vont profiter les ménages certes, mais aussi l’Etat américain et les institutions financières en quête d’effets de levier maximum. Au total, cet endettement interne va amener un endettement externe massif puisque le pays le plus riche du monde a désormais une dette équivalente à celle de tous les pays en développement. Mais cette dysfonction du système monétaire international va être exploitée par la Chine, première bénéficiaire du déficit commercial colossal des Etats-Unis qu’elle finance elle-même au prix d’une autre dysfonction, le taux excessivement élevé de l’épargne chinoise. On débouche ainsi sur un double déséquilibre extérieur en stock et en flux – le déficit US et le surplus chinois – qui vont soutenir la croissance de l’économie mondiale, mais au prix de sa déstabilisation grandissante.
- iii. Troisième cause : c’est l’innovation financière débridée et incontrôlée qui avec la titrisation et les produits dérivés convertit le risque individuel lié à une transaction en un risque systémique. Le cas des subprimes est exemplaire et dévastateur. La spéculation s’y ajoute, contribuant à l’inflation des profits du capital et de la finance qui conduisent à une industrie financière disproportionnée et prédatrice.

L'extension de la crise à l'Europe et l'intervention du G20

La crise américaine déborde vers les places financières d'Europe alors que la pratique des subprimes y est interdite, hormis au Royaume uni. Pourquoi nos banques ont-elles importé la crise de Wall Street en achetant massivement les produits toxiques ? d'un côté parce qu'elles étaient engagées dans la course à la rentabilité à tout prix entre elles et avec les autres places financières du monde, mais aussi parce que leurs dirigeants voulaient devenir des hommes riches et au moins aussi riches que leurs traders. De l'autre, les autorités en Europe n'ont pas fait leur travail : ni la BCE focalisée sur l'inflation courante qui a négligé l'inflation des actifs – les bulles financières et immobilières – ainsi que le surendettement massif et brutal des banques, ni les superviseurs et les contrôleurs bancaires nationaux qui ont révélé soit leur incompetence, soit plus que certainement, leur complaisance vis-à-vis du secteur financier. On connaît la suite : l'illiquidité brutale du marché interbancaire, le refinancement massif des banques par la BCE, la recapitalisation des banques par les Etats et les fonds souverains, la restriction du crédit aux PME. Cette contraction brutale de la valeur des actifs financiers et immobiliers et du crédit équivaut à un énorme effet de richesse négatif qui se traduit en choc de la demande globale qui a inversé la croissance et mine l'emploi.

L'Europe, hormis les prêts de la BCE et la baisse des taux qui se heurtent très vite au 'liquidity trap' n'a pas les moyens d'agir. Déjà mal armée pour des chocs d'offre, elle ne l'est pas du tout pour des chocs de demande de demande globale, précisément ce que nous vivons.

Pourtant l'UE sera en première ligne à l'automne 2008. L'activisme de Nicolas Sarkozy et la présence d'esprit de Gordon Brown vont en effet mettre en branle le G20 qu'ils convoquent pour la première fois au niveau des Chefs d'Etats à Washington en Novembre, pour mobiliser son potentiel considérable de stabilisation financière et de stimulus budgétaire. Le G20 prend ainsi pour la première fois le relais du G7, dorénavant marginalisé. Le basculement du monde se joue donc bien à Washington en cet automne 2008. Les Vingt vont prendre trois mesures d'urgence : le sauvetage des banques et le déblocage du crédit, des paquets énormes de dépenses publiques et l'engagement solennel de contenir le protectionnisme, serment qui a été tenu jusqu'ici.

Au total l'intervention du G20 s'avère un succès : le remake des erreurs américaines de la crise de 1930 – la politique restrictive de la FED, l'orthodoxie budgétaire du Trésor US et le protectionnisme commercial déclenché par le Congrès – a été évité. Le G20 est aujourd'hui

engagé au sein du Conseil de Stabilité financière de Bâle dans un effort plus ou moins coordonné de re-régulation financière.

Les limites de la politique économique conventionnelle

Certes le pire a été évité mais pour autant sommes-nous sortis d'affaire ?

Beaucoup de banques européennes restent fragiles. Les ménages ont subi une perte substantielle sur leurs actifs. Les Etats sont surendettés pour la plupart d'entre eux et doivent s'engager dans des politiques de désendettement, à rebours des besoins de l'économie. La confiance n'est pas là. Du coup les entreprises investissent moins et restructurent beaucoup. Les ménages augmentent leur épargne de précaution devant la montée insidieuse du chômage contenue et dissimulée par des mesures d'urgence coûteuses et intenable sur la durée pour les entreprises et pour l'Etat, notamment le chômage économique à temps partiel. Le spectre d'une déflation de basse intensité et de longue durée plane sur l'Europe.

Nous arrivons en effet à un point qui atteste du caractère véritablement systémique de la crise : entre liquidity trap et surendettement public, les politiques macroéconomiques de stimulation deviennent inopérantes tandis que les voies du protectionnisme commercial et des dévaluations compétitives sont – fort heureusement – bloquées par les règles de l'OMC. L'Occident auteur et victime de cette crise sans précédent est donc à la peine. D'un côté, à court de ressources, les Etats-Unis cherchent à mettre fin aux deux guerres qu'ils ont initiées dans une poussée d'hubris, au lendemain du 11/9 en Irak et plus tard avec l'aval des Nations-Unies et le concours de l'Europe, en Afghanistan. Ce faisant ils consacrent le renoncement à leur statut d'hyperpuissance. L'éventualité du monde multipolaire se précise. De l'autre, l'Europe est engagée dans le sauvetage qui peut de l'Eurozone mis sous pression par les marchés financiers. Elle entreprend un effort mesuré de la re-régulation financière à l'échelle de l'UE-27 qui marque un progrès sur la situation précédant la crise, mais qui est loin d'être à la hauteur des enseignements de celle-ci. Témoins la profitabilité insolente des banques et le retour des bonus. C'est la prospérité retrouvée de l'industrie financière qui nous donne la clé de la gravité de la crise systémique ; elle est une anomalie indécente dans le paysage dévasté de l'après-crise. Elle révèle le désarroi des politiques qui n'arrivent pas à faire rentrer la finance dans son lit, ni à permettre aux Etats de regagner la maîtrise de la fiscalité des capitaux notamment en éradiquant les paradis fiscaux au sein même de l'UE, une des clés pourtant du retour de la finance dans son lit et de l'assainissement des finances publiques.

II. Venons-en à la crise de l'UE.

L'UE naît de l'Europe des Six, davantage produit de la guerre froide que de la réconciliation franco-allemande qui ne viendra que plus tard. Le plan Marshall lie en effet dès 1947 l'aide américaine à l'intégration tandis que c'est le réarmement de l'Allemagne face à la menace soviétique qui amènera Schuman et Monnet en 1950 à l'intégrer dans la CECA, l'embryon de l'UE aujourd'hui.

Au départ – car dès ses origines, l'Europe, construction élitaires s'avance masquée – la CE à Six repose sur un triple prédicat mais implicite :

- le fédéralisme comme idéal possible.
- le compromis social démocratique comme modèle de développement.
- la responsabilité de la sécurité abandonnée à l'Amérique à travers l'Otan.

Mais aucune finalité politique explicite n'est assignée à l'entreprise, en-dehors de l'unification du marché. Le puissant destrier qu'enfourche alors l'Europe cette fois n'est donc plus Zeus, mais le marché. Le capitalisme de marché est alors régulé à deux niveaux : au niveau international par le système de Bretton Woods qui, dans la prolongation du New Deal, vise à concilier retour au libre échange – qui requiert ouverture commerciale, convertibilité et stabilité des monnaies-et plein emploi ; au niveau national, il est régulé notamment par la combinaison de l'Etat-Providence et de la politique keynésienne.

Mais à l'échelon européen intermédiaire qui se dessine, entre le niveau multilatéral et le niveau national de régulation, c'est bien le marché, et le marché seul, qui va tenir lieu de finalité politique à l'entreprise d'intégration, faute d'un consensus franco-allemand explicite sur un dessein européen et en raison de l'opiniâtreté de White Hall dans son hostilité à l'intégration politique.

S'il existe un modèle social européen, il ne doit donc rien à l'UE, mais à ses Etats-membres. Ses formes sont forcément très différentes, mais ce modèle – à l'exception du Royaume-Uni et de l'Irlande – se singularise nettement par rapport aux USA et au Japon, ne serait-ce que par le coefficient de Gini qui mesure les écarts de revenus et par la part du PIB qui transite par les budgets publics. Les nouveaux Etats-membres sont engagés dans une transition qui reste incertaine.

Ce modèle a connu un âge d'or pendant les Trente Glorieuses (1945/1973) en conjuguant croissance, plein emploi, hausse des salaires, et progrès de la protection sociale. Ces succès sont dus au cercle vertueux de la hausse de la productivité, hausse des salaires, et avènement de la consommation de masse (biens durables).

Derrière ce miracle européen il y a le marché européen en voie d'intégration et de libéralisation, avec les progrès de la CEE et, au niveau mondial, du GATT ; il y a les politiques keynésiennes et de sécurité sociale protégées par le système de Bretton Woods ; il y a enfin des rapports de force capital-travail au niveau mondial, avantageux pour le travail organisé en Europe.

Mais il y a aussi, fait beaucoup moins connu, une double rente, technologique et coloniale, qui passe alors inaperçue mais dont la disparition va profondément affecter les performances du modèle européen. D'un côté, l'Europe des années '50 et '60 bénéficie de transferts massifs de technologies américaines, notamment à travers les investissements des multinationales américaines attirées par le marché commun naissant. De l'autre, nous sommes encore dans des rapports de domination et d'exploitation entre le Nord et le Sud. L'Europe et les Etats-Unis acquièrent énergie, matières premières et produits agricoles tropicaux à des prix bradés tandis que les marchés du Sud sont des marchés captifs pour les exportations européennes de produits manufacturés. Les termes de l'échange sont à l'avantage des pays industrialisés.

Les choses ont bien changé en trente ans. D'un côté, la rente technologique s'est convertie en une compétition technologique US-EU-Japon-Chine, à partir de la révolution industrielle des années '80, tandis que de l'autre, la rente coloniale, qui s'était étonnamment prolongée pendant plus d'un demi-siècle après les indépendances des anciennes colonies européennes, disparaît aujourd'hui brutalement avec l'émergence de l'Asie.

Mais la part de responsabilité qui relève de l'UE, ce niveau intermédiaire entre Bretton Woods et l'Etat-nation, va se révéler avec le temps, malgré les avancées de l'intégration, le maillon faible de notre modèle. L'UE est impuissante à pallier l'effondrement du système de Bretton-Woods I survenu en 1971 avec le découplage du dollar et de l'or. Elle échoue à organiser un effort d'innovation technologique, clé du progrès de la productivité et donc de la croissance, à la mesure des ressources et des besoins du continent. Elle ne cherche même pas à compenser la perte de contrôle par les Etats sur la mobilité du capital qui livre leurs politiques macroéconomiques, salariales, fiscales et sociales à l'arbitrage des firmes globales et des marchés financiers. L'Europe se révèle en réalité incapable de trouver une parade convaincante

à la globalisation et de réconcilier l'indispensable ouverture des marchés avec un partage équitable des bénéfices de la globalisation.

L'UE offre pourtant un niveau pertinent de pouvoir pour re-réguler le capitalisme de marché globalisé. Mais le veut-elle ? Le pourrait-elle sans un infléchissement radical de sa course, ce tournant passant par une Europe à deux vitesses ? C'est la principale question qui sous-tend aujourd'hui la crise de la gouvernance européenne.

Il faut, pour l'expliquer, retourner au vice originel de construction de l'UE. Il tient à la répartition dysfonctionnelle des responsabilités de politique économique – c'est-à-dire des fonctions d'efficacité, de stabilisation, et de redistribution – entre l'UE et ses Etats membres: à l'UE, incombe la fonction d'efficacité en vue de la croissance à travers le marché concurrentiel et ouvert; mais c'est aux seuls Etats-Membres que reviennent les fonctions de stabilisation – jusqu'en 1999 pour la politique monétaire dans l'Eurozone – et de redistribution en vue de l'équité, principe de subsidiarité oblige.

Cette division ne posait pas de problème particulier tant que les Etats-Membres se ressemblaient, tant que le marché commun n'était encore qu'une ébauche et que la globalisation en était encore dans les limbes. Mais les choses ont bien changé depuis et les traités successifs, hormis Maastricht sur l'euro mais d'une façon plus modeste qu'on ne l'aurait attendu, n'ont pas modifié sensiblement l'équilibre initial.

La révolution thatchérienne d'abord, a changé la donne à partir des années '80 en mettant exclusivement l'accent sur l'économie de l'offre dans la logique de l'économie néo-classique et de la pensée néolibérale comme alternative au keynésianisme, discrédité il est vrai par l'endettement public et par la stagflation de la décennie '70. Cette politique de l'offre se matérialise autour du concept central de marché unique, clé de voûte de la construction européenne, érigé en dogme: le marché unique est en effet considéré comme la source principale de la croissance, laquelle par un effet de ruissellement, profite à tous les Etats, à toutes les catégories sociales dans une perspective très rawlsienne. Depuis 25 ans les étapes successives de l'intégration ont misé sur la politique de l'offre.

- **Le marché unique d'abord**, épisode de dérégulation sans précédent en Europe, aboutit en 1992 à un espace sans contrôle aux frontières, y compris, fait majeur pour les mouvements de capitaux jusques avec le reste du monde, comprenez qui pourra. Toutefois, trois secteurs clés horizontaux resteront peu ou prou balkanisés par les régimes nationaux de régulation – la finance, l'énergie et les télécommunications – à l'avantage des champions nationaux.

Le rôle prééminent attribué au marché unique va conduire à placer, au nom de la supériorité des Traités sur la loi nationale, les quatre libertés de circulation au-dessus des normes et arrangements sociaux et des services publics dès lors que ceux-ci font obstacle au libre mouvement des biens et des services, du travail et du capital ou à la concurrence. Le chemin vers l'unité est celui de l'intégration passive par le marché et non celui de l'intégration active par des politiques communes. Certes l'harmonisation technique et réglementaire par la production de normes communes les quatre libertés de circulation aura un effet structurant positif sur la production en contribuant aux économies d'échelles et à la concurrence. Mais il n'aura pas d'effet positif pour la production de biens publics régionaux comme la stabilité financière, l'innovation technologique et la défense ni pour la distribution des revenus. De ce dernier point de vue, la négociation salariale, la législation sociale et la législation fiscale resteront en effet l'affaire des Etats-Membres. Dans ces matières, l'harmonisation est soumise à la règle de l'unanimité, ce qui revient à organiser la compétition entre systèmes sociaux et fiscaux nationaux à travers leur arbitrage par le marché, avec le risque inhérent de course au moins disant.

- En 1999 l'euro entrera en vigueur. Il marquera un progrès sans pareil pour faciliter les transactions et les échanges et, en principe, pour stabiliser l'économie européenne. Mais la monnaie unique sera conçue seulement comme une prolongation du marché unique à travers l'abolition des frontières monétaires internes de la zone euro. L'eurozone ne sera pas construite comme un espace de gouvernance économique dont les outils lui seront refusés. Le Traité circonscrira la politique monétaire à sa fonction de stabilité de la monnaie dans une stricte vision friedmanienne. La solidarité se ramènera à une politique de sanction des déficits excessifs à travers le Pacte de Stabilité et de Croissance qui se révélera d'ailleurs inapplicable et dont la correction se fait attendre aujourd'hui.

- Il faut relever ici que marché unique et monnaie unique ont eu pour effet de faciliter la mobilité des entreprises et du capital financier et donc d'accroître leur capacité d'arbitrage entre régimes de régulation particulièrement des régimes fiscaux. La concurrence fiscale s'est donc accrue en Europe du fait de son unification. Elle crée aujourd'hui une rente fiscale –free riding- pour les grandes entreprises qui peuvent jouer, notamment à travers les prix de transfert, des différences dans les régimes fiscaux nationaux, aux dépens des PME qui ne le peuvent pas, et naturellement aux dépens du travail scotché à son territoire fiscal, et pour les contribuables fortunés capables d'évader l'impôt aux dépens des contribuables modestes qui ne le peuvent pas.
- La Stratégie de Lisbonne (2000) se situe dans la même logique de l'économie de l'offre. Au départ elle prend explicitement pour référence la performance d'innovation et de croissance des Etats-Unis sans considération de leur surendettement, de leur surconsommation énergétique et de l'explosion des inégalités sociales en Amérique et s'inscrit exclusivement dans la perspective de l'efficacité et de la croissance, mais sans s'en donner les moyens et en prenant le risque d'aggraver les inégalités. La Stratégie de Lisbonne avec son objectif emphatique de faire de l'Europe 'la première économie de la connaissance du monde' et son déficit d'instruments, revient, avec la méthode ouverte de coordination, censée encourager l'émulation entre politiques nationales d'innovation, à mettre en compétition les systèmes sociaux, à commencer par la dérégulation des marchés du travail au nom d'une hypothétique flexicurité et par la concurrence fiscale sur les facteurs mobiles. Elle vise en fait à créer les conditions de mobilité et de flexibilité du travail pour faire de l'eurozone une zone monétaire optimale. J'y reviendrai. Fait surprenant, décidée à la veille de l'élargissement, elle ne prend pas en compte les problèmes nouveaux d'importance qu'il va créer. Tous les Etats sont mis dans le même bain. La Stratégie de Lisbonne s'avèrera un échec sans appel au point qu'on n'en fera même pas l'autopsie ; mais cet échec n'empêchera pas de lui donner une suite, la Stratégie 2020) qui en est une pâle réplique déjà vouée au même sort.

Mais c'est l'élargissement et le Traité de Lisbonne qui vont pousser la concurrence des systèmes salariaux, sociaux et fiscaux en Europe à un point critique en facilitant les délocalisations et les mouvements de main d'œuvre entre pays riches et pays pauvres dont le rattrapage bienvenu, quoique dans des conditions sociales chaotiques, se fera au prix de pertes d'emplois et de pressions sur les salaires des travailleurs moins qualifiés dans l'UE-15.

Les élargissements récents sont le produit d'une Histoire tragique qui a connu un dénouement inespéré que nous n'avons pas vu venir. Mais ils ont été improvisés aussi bien pour les pays candidats que pour l'UE elle-même. En fait ils ont été doublement instrumentalisés : comme projection de la stratégie américaine de stabilisation politique et stratégique du continent après l'effondrement de l'URSS, et comme accomplissement du dessein britannique sur l'Europe. Pour Londres il s'agissait, en promouvant un ordre ultralibéral chez les nouveaux Etats-membres, notamment à travers le programme Phare, de faire évoluer l'UE-27 vers un espace économique dans lequel non seulement les entreprises, mais les Etats eux-mêmes seraient en concurrence de sorte que prévaudrait aussi dans l'EU-15 la vision du tout au marché et de recul de la protection sociale jugée trop coûteuse. Par ailleurs Washington et Londres voient dans l'UE un sous-système régional d'un espace stratégique atlantique, ce qui revient à couper les ailes à une éventuelle Europe-puissance.

En refusant aux nouveaux Etats-membres des transferts financiers proportionnels à leurs handicaps, on les a acculés à jouer des bas salaires et des impôts à taux réduits pour attirer les investissements directs étrangers. Les bénéfices de ce modèle de convergence sauvage sont aujourd'hui durement remis en question par la crise.

Le Traité de Lisbonne pour sa part, en consacrant l'unanimité à 27 dans les matières clés pour la justice sociale en Europe que sont l'harmonisation sociale et fiscale, va entériner la dérive inégalitaire qui menace dangereusement notre modèle social et qui va inmanquablement à nouveau exposer notre continent au dangereux mirage du populisme.

Au total, la division du travail entre UE et Etats-membres va se révéler progressivement:

- a) d'un côté de moins en moins performante en termes de croissance ; celle-ci va passer de 3% dans les trente glorieuses à 2% dans les années 90 pour tomber aujourd'hui à 1% de sorte que la part de l'UE dans le PIB mondial – condamnée par la démographie à une baisse relative – va passer de 20% en 2000 à 15% aujourd'hui, c'est-à-dire très rapidement en raison du différentiel de croissance – de 1 à 4 – entre l'UE et les pays émergents ;
- b) de l'autre, elle s'avèrera de plus en plus délétère pour les formes de modèle social les plus avancées : d'un côté, les écarts de revenus primaires et de patrimoines ont augmenté ; de l'autre les moyens de la redistribution diminuent notamment et surtout la progressivité de l'impôt direct en forte régression.

Mais c'est la crise de l'eurozone qui est l'illustration la plus flagrante du caractère dysfonctionnel de la distribution des compétences :

- (i) l'eurozone n'est pas une zone monétaire optimale : la mobilité géographique et sectorielle de la main d'œuvre est faible tandis que la flexibilité des prix et des salaires à la baisse est nulle.
- (ii) elle regroupe des pays exposés à des chocs asymétriques en raison de
 - leur dépendance énergétique variable
 - leur spécialisation internationale différente
 - leur aptitude/disposition à maîtriser
 - leurs budgets (déficit/endettement)
 - leurs coûts salariaux unitaires
- (iii) elle ne dispose ni d'un budget de péréquation, ni d'un outil de convergence
- (iv) le taux d'intérêt unique ne convient pas à tous les pays en même temps
- (v) le taux de change non plus, mais en outre son existence occulte les divergences internes sur les déficits et la compétitivité ce qui incite aux comportements à risque jusqu'au moment où ils sont repérés par les marchés financiers. Ceux-ci attaquent alors les dettes publiques et forcent la hausse des taux avec des spreads de plusieurs centaines de points par rapport aux emprunts allemands, ce qui met en péril le financement des Etats fautifs (PIGS)

Heureusement dans le cas de l'Eurozone, le Conseil européen, sous la pression des marchés financiers, a pris la mesure de l'enjeu et ainsi légitimé le pari audacieux de Jacques Delors lorsqu'il a mis à l'eau par temps calme un bateau mal gréé, escomptant que les événements et la sagesse des gouvernants futurs y pourvoiraient. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement, sous le sage magistère d'Herman Van Rompuy, ont réalisé que le décrochage d'un Etat pouvait

entraîner la rupture de l'eurozone et conduire en effet à l'effondrement du marché unique et donc à la dislocation de l'UE (qui peut-être se reconstituerait alors dans un autre format).

Il a donc réussi à prendre des décisions en contradiction avec les principes affirmés dans les textes même du Traité.

- a) la BCE a racheté la mauvaise dette de la Grèce ; elle a accepté l'intervention du FMI
- b) le mécanisme de sauvetage, dissuasif par sa taille, a été mis au point en une semaine pour un pays pourtant responsable de sa défaillance, avec le concours
 - des EM de l'eurozone (et d'autres)
 - du FMI
 - du budget communautaire

Quels enseignements en tirer ?

- a) quand on veut on peut : la volonté politique est tout ! Mais l'exposition des banques allemandes et françaises à la dette grecque n'a pas été étrangère à ce soudain concours de volontés.
- b) c'est au Conseil Européen à agir dès lors que le traité n'a rien prévu et qu'y a transfert de souveraineté
- c) la gestion des instruments amènera tôt ou tard le transfert de ce nouvel acquis intergouvernemental à la méthode communautaire
- d) mais l'eurozone est dorénavant plus divisée encore que par le passé entre pays gagnants et pays en difficulté

So far so good !

Reste

- a) que d'autres crises sont possibles (Espagne, Irlande)
- b) que des restructurations de dettes souveraines restent possibles même après un sauvetage (Grèce)

- c) que la vraie remédiation est dans la prévention, ce dont se charge le groupe ad hoc sur la gouvernance économique présidé par Herman Van Rompuy.

Conclusions

On ne changera pas le capitalisme de marché. Mais on peut le réguler: arriver à un équilibre plus juste et plus stable entre l'efficacité, l'idéal égalitaire et la soutenabilité environnementale. Avec la nouvelle baisse annoncée de la croissance en Europe et la montée des prix de l'énergie et des matières premières qui va éroder le pouvoir d'achat, la question du partage va devenir cruciale. Elle est en outre assujettie à une contrainte majeure nouvelle résultant de la globalisation, celle de la mobilité internationale du capital et de l'immobilité du travail non qualifié. Comment réaliser un compromis sérieux équilibré d'abord entre capital et travail dans ces conditions, mais aussi entre le travail qualifié qui soutient l'effort indispensable de productivité et le travail non qualifié exposé aux bas salaires, au temps partiel et à la précarité ?

De tous les continents, l'Europe est la mieux préparée, la plus avancée dans cette recherche d'un nouveau compromis social que Tim Jackson appelle aujourd'hui 'la prospérité sans croissance'. J'irai plus loin, cette recherche d'un modèle social efficace, juste et soutenable pourrait fournir une clé pour l'identité européenne parce qu'il renvoie aux valeurs fondatrices produites par l'Europe au fil de son histoire : la dignité irréductible de l'homme, de toutes les femmes et de tous les hommes et leur égalité en dignité, héritées du judéo-christianisme, la liberté, condition de la responsabilité léguée par les Lumières, la justice, condition de la liberté pour tous, conquise de haute lutte par la classe ouvrière à travers un siècle de combats syndicaux et politiques entre 1850 et 1950. Mais plus fondamentalement, la crise économique occidentale nous fait obligation de réfléchir à notre mode de développement et à la société dans laquelle nous voulons vivre compte tenu de notre niveau élevé de développement, des contraintes sur l'environnement et sur les ressources naturelles et surtout de l'exemple que nous devons, dans notre propre intérêt, donner aux autres nations et aux autres continents : rechercher le bonheur ailleurs que dans la surconsommation, l'accumulation de capital et la rivalité hobbesienne, mais dans la simplicité, dans l'échange gratuit, dans l'entraide, dans la vie de l'esprit.

Le projet européen n'a de sens que s'il approfondit cette ambition nouvelle pour notre continent et la revendique avec générosité pour le monde. Ne cédon pas à l'eurocentrisme, mais

reconnaissons et affirmons la part d'universel dans l'expérience européenne. L'Europe n'est-elle pas le laboratoire le plus avancé de la justice et de la liberté dans le monde. Cet idéal européen suffit-il cependant à créer en Europe une communauté de destin ?

Non. Un idéal doit être incarné au niveau européen dans des institutions et dans une pratique pour véritablement rassembler les peuples dans un destin commun.

Pour moi, je vois trois piliers à une communauté de destin européenne. Mais, bien entendu, je raisonne ici d'emblée avec une Europe à deux vitesses à l'esprit, en jouant sur les coopérations renforcées et structurées, la clause-passerelle et l'initiative citoyenne et sur la singularité institutionnelle déjà acquise pour l'eurozone.

Le premier pilier reste le marché unique qu'il faut parachever selon les recommandations magistrales du rapport de Mario Monti, – dans l'énergie, la finance, la technologie – mais qu'il faut doubler d'une véritable politique commune de ré-industrialisation et d'avance technologique (notamment dans l'environnement, l'énergie, la défense et la sécurité, les infrastructures nouvelles), ainsi que d'un nouveau statut de l'entreprise européenne (pouvoirs des actionnaires zappeurs versus actionnaires stables, suppression des stock options, des retraites-chapeaux et des golden parachutes, limitation de la tension salariale, extension de la responsabilité sociale de l'entreprise) ;

Le second pilier est la monnaie, expression de solidarité et de pouvoir international. Certes il se peut que l'eurozone s'avère viable comme simple zone monétaire au sein de laquelle perdureraient des déséquilibres structurels entre pays. Mais si nous entendons dépasser ce concept minimaliste pour le réconcilier avec le modèle social européen et avec l'indispensable projection de l'eurozone dans la gouvernance multilatérale, trois conditions doivent être réunies :

- la souveraineté fiscale qui implique l'harmonisation voire la centralisation de l'impôt sur le capital mobile – entreprises ou actifs financiers – et donc, l'éradication des paradis fiscaux au sein de l'UE 27 ;
- la souveraineté financière, qui implique régulation commune, supervision centralisée et hiérarchisée, sauvetage solidaire des banques systémiques et qui permettrait de ramener la finance dans son lit.
- la souveraineté monétaire, qui implique un budget fédéral digne de ce nom pour la zone euro, et qui comporte aussi la projection de l'eurozone dans le G20 et dans le FMI, pour

construire avec les grandes économies émergentes un Bretton Woods III, avec l'euro dans un nouveau panier de monnaies de réserve.

Le troisième pilier est la défense : pas de communauté de destin sans défense commune, pas de politique étrangère effective sans un outil de défense proportionnel à la capacité économique. L'Europe doit avoir la maturité d'assumer sa sécurité et ne plus s'en remettre au bouclier stratégique américain comme s'il était encore suffisamment robuste et suffisamment fiable comme jadis au temps de la guerre froide. Par ailleurs, l'Europe serait-elle prête faute d'autonomie, à se laisser aspirer dans une confrontation de l'Ouest contre le reste dans une configuration bipolaire, un G2 Chine-Etats-Unis ? Il serait légitime de faire de l'eurozone le noyau d'une coopération structurée sur la matière de défense, n'en déplaise à l'Irlande neutraliste et quitte à laisser provisoirement la Grande-Bretagne en-dehors, car s'il est peut-être vrai qu'on ne peut rien faire sans elle, il est encore plus certain qu'on ne pourra rien faire avec elle.

L'UE 27 et l'eurozone sont encore loin de cet idéal élevé d'intégration que je viens d'esquisser. Il n'est pas dit qu'elles y arriveront car l'aventure européenne n'est pas écrite sur le mur. Elle est ouverte. Les Chefs d'Etat et de gouvernement élus sur des agendas nationaux pourront-ils toujours se faire, sous le poids des circonstances, l'agent collectif d'un bien commun européen qu'il reste à définir au quotidien. Le sauvetage de la Grèce au printemps dernier donne à penser que oui. Mais une avancée ponctuelle ne signifie pas que le chemin va se poursuivre. C'est affaire de vision et de volonté politiques.

Précisément la demande citoyenne peut susciter les figures de leadership dont l'UE 27 a besoin aujourd'hui. Mais l'appropriation de l'Europe par le citoyen passe par une vision philosophique et politique de l'Europe. Exploiter la dimension européenne pour construire des digues et des contrepouvoirs au capitalisme de marché, dans un monde multipolaire où s'affronteront à l'avenir des modèles différents de capitalisme de marché, exige en effet de fortes ressources morales. L'Evangile est source d'inspiration et de force pour les Chrétiens dans cette culture de résistance au pouvoir de l'argent. Mais il est d'autres courants de pensée, agnostiques ou spirituels, qui peuvent contribuer au réarmement politique de l'Europe contre le totalitarisme de marché.

Les citoyens, surtout les citoyens éclairés et assurément d'abord le monde universitaire, ont ici un rôle à jouer dans la critique, dans la proposition, dans le débat, dans l'action. Les jeunes

aussi, les jeunes surtout doivent se mobiliser et monter en première ligne malgré leur inexpérience, malgré leur appréhension devant l'inconnu et malgré l'inhibition inévitable devant des initiatives audacieuses. La ressource stratégique dont l'UE a le plus besoin aujourd'hui, est en effet l'idéal des jeunes. Mais il leur faudra, à eux aussi, comme le disait si joliment Jaurès, « accrocher leur charrue à une étoile ». Au travail, Mesdemoiselles, Messieurs les Etudiants !